



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

MC.DEL/8/07
29 November 2007

FRENCH
Original: ENGLISH
FRENCH

**DÉCLARATION DU CANADA PAR
MADAME COLLEEN SWORDS
SOUS-MINISTRE ADJOINT,
SECTEUR DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE,
ET
DIRECTEUR POLITIQUE**

**15^{IÈME} CONSEIL MINISTÉRIEL DE L'OSCE
MADRID, NOVEMBRE 29-30, 2007**

Monsieur le Président,

Je vous remercie pour votre accueil chaleureux à Madrid, et profite de l'occasion pour rendre hommage au leadership manifesté par l'OSCE au cours de l'année écoulée. Je suis honorée de représenter le Canada à cette réunion du Conseil ministériel de l'OSCE.

La démocratie, les droits humains et la primauté du droit sont les pierres d'assises du mandat de l'Organisation, et sont aussi les garants de la stabilité, de la sécurité et de la prospérité dans la zone de l'OSCE. Le Canada est déterminé à défendre ces valeurs tant sur son territoire qu'ailleurs dans le monde.

Nous constatons cependant avec une profonde inquiétude que les pays de la zone de l'OSCE ne sont pas tous des sociétés libres, ouvertes et pluralistes. Le Canada préfère l'action à la rhétorique, et ne se laisse pas bernier par les réformes démocratiques de nature purement cosmétique.

Nous exhortons tous les États participants à honorer intégralement leurs engagements démocratiques. Par exemple, aucun ne devrait entraver ou limiter indûment l'observation internationale de ses élections nationales.

Le Canada tient en très haute estime le travail, les capacités, les compétences et le professionnalisme du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH), lequel aide tous les membres de l'OSCE à remplir leurs engagements et fait rapport sur la situation des droits humains et de la démocratie partout dans la zone.

Nous apprécions particulièrement le travail du BIDDH dans plusieurs domaines importants pour le Canada, notamment la démocratisation et les élections; les femmes, la paix et la sécurité; le trafic des personnes; la tolérance et la non-discrimination, ainsi que la liberté d'assemblée et d'association.

L'OSCE compte aussi d'autres institutions qui sont essentielles à la réalisation de son mandat, par exemple le Représentant spécial et Coordonnateur pour la lutte contre le trafic des êtres humains, le Haut Commissaire aux minorités nationales, ainsi que le Représentant de la liberté des médias.

Nous offrons aussi notre support au maintien, l'an prochain, des trois Représentants personnels de la Présidence en exercice pour à la lutte à l'intolérance et à la discrimination.

Monsieur le Président,

S'engager à agir signifie aussi faire cause commune avec ceux qui défendent les valeurs que nous chérissons. Le travail courageux accompli par les défenseurs des droits humains doit impérativement se poursuivre afin d'exposer, dénoncer et combattre les violations de ces droits partout dans le monde.

Le Canada reconnaît la remarquable capacité de l'OSCE à s'adapter aux nouvelles menaces à la sécurité, une qualité qu'elle doit en bonne partie à la très grande efficacité de ses missions sur le terrain.

Depuis ces dernières années, l'OSCE travaille avec ses États membres et d'autres organisations pour contrer la menace du terrorisme, grâce à une approche unique fondée sur les trois dimensions de l'OSCE. Le respect continu des droits humains et de la primauté du droit est la clé de nos succès futurs dans la lutte contre ce phénomène.

Monsieur le Président,

La démocratie et le recours aux services de police communautaire font partie intégrante des activités de réforme policière menées par l'OSCE, et cela continue d'avoir des incidences positives en Europe du Sud-Est. L'expansion de ces programmes en Asie centrale contribuera pour beaucoup à stabiliser cette région.

Le Canada estime que l'OSCE devrait continuer de s'adapter aux questions prioritaires. La gestion frontalière est sans équivoque un des points forts de l'OSCE, et cette capacité devrait être exploitée au maximum en Asie centrale.

L'engagement du Canada en Afghanistan témoigne de notre volonté de soutenir les efforts internationaux axés sur le renforcement de la sécurité dans cette région.

Nous sommes heureux de voir que l'OSCE entend intensifier sa coopération avec ce pays. L'investissement qu'elle y fait pour sécuriser les frontières et mettre un terme au trafic de drogue afghan ne peut que renforcer la stabilité de la zone de l'OSCE.

Nous devons coordonner nos travaux à cet égard avec d'autres organisations, de manière à éviter les chevauchements et à faire en sorte que nos efforts répondent toujours aux priorités afghanes.

Monsieur le Président,

Tout en parant aux nouvelles menaces, l'OSCE doit aussi continuer à remplir son mandat à l'égard des problèmes traditionnels de sécurité, par exemple le contrôle des armes conventionnelles.

Le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (FCE) joue un rôle important dans le maintien de la paix et de la sécurité sur ce continent. Tous les États parties doivent démontrer leur engagement au régime institué par ce traité, en continuant de participer de manière constructive aux discussions en cours. Nous souhaitons toujours l'entrée en vigueur du traité FCE adapté lorsque les conditions y seront propices, au nombre desquelles figure notamment la réalisation des engagements d'Istanbul.

Le Canada invite de nouveau toutes les parties impliquées dans les « conflits gelés » à rechercher des solutions négociées qui respectent les principes de l'intégrité et de la souveraineté territoriales.

Le statut du Kosovo reste incertain pour le moment. Et quelle que soit l'issue des discussions dans les semaines à venir, nous estimons que l'OSCE poursuivra son important rôle dans la promotion des droits humains et ceux des minorités.

En ce qui concerne les questions institutionnelles, nous saluons la conclusion des travaux relatifs au projet de Convention sur la personnalité juridique, et nous supportons la prompt adoption de ce projet à Madrid, de sorte que la Convention puisse être ouverte à la signature.

Avant de conclure, nous aimerions exprimer ce que nous attendons du leadership de l'OSCE. Le leadership est un honneur qui s'accompagne aussi d'obligations. Nous demandons aux États de prêcher par l'exemple. Pour nous, cela signifie adhérer tant à la lettre qu'à l'esprit des normes et engagements de l'OSCE.

Monsieur le Président,

En terminant, j'aimerais offrir notre indéfectible soutien à la nouvelle Présidence finnoise. Nous sommes absolument convaincus que ses efforts contribueront à renforcer davantage l'OSCE.